

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1973)
Heft: 254

Artikel: La crise de l'énergie et ses développements : plaisir des sens, plaisir total
Autor: B.P.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1028029>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LA CRISE DE L'ÉNERGIE ET SES DÉVELOPPEMENTS

Plaisir des sens, plaisir total

Progressivement apparaissent les conséquences multiples, tant sur le plan économique ou politique, que dans les secteurs sociaux, par exemple, de la crise de l'énergie. Il est difficile, pour ne pas dire impossible, de faire une synthèse de la situation à tous les niveaux, tant sont nombreuses et difficiles à cerner les données du problème. Nous avons donc choisi sept angles d'approche, qui sont autant de chapitres importants de la question et qui méritent, à notre avis, d'être gardés en mémoire lors de ces prochaines semaines.

1. LES ÉTATS-UNIS, UN CAS PARTICULIER

La crise de l'énergie frappe à la fois l'Europe, les Etats-Unis et le reste du monde. Il faut pourtant insister sur la nature très particulière du cas américain qui ne découle pas essentiellement de l'embargo pétrolier des pays arabes. Les Etats-Unis n'importent que 10 % de leurs produits pétroliers : à peu près 6 % du Moyen-Orient, le reste du Vénézuéla et d'ailleurs.

Compte tenu de leur énorme gaspillage — pour le même niveau de vie, l'Américain consomme quatre fois plus d'énergie que le Suisse — les Etats-Unis devraient pouvoir aisément s'accommoder d'une réduction d'un cinquième ou du quart de ce 6 % provenant du Moyen-Orient.

La crise de l'énergie en Amérique, ce n'est pas le manque de pétrole brut, mais la capacité insuffisante de raffinage en mazout, benzine et autres dérivés. Pourquoi les compagnies pétrolières n'ont-elles pas construit le nombre nécessaire de raffineries ? Pour éliminer les distributeurs indépendants, pour faire monter les prix, pour vaincre l'opposition écologique à la construction de l'oléoduc de l'Alaska ? Difficile de le savoir exactement. Peut-être avaient-elles simplement de bonnes raisons d'anticiper une disponibilité réduite de pétrole brut. La commission sénatoriale

Jackson tentera de faire la lumière sur ces points, notamment.

Pour l'Europe — qui dépend presque exclusivement du pétrole arabe et qui gaspille beaucoup moins — l'embargo actuel, s'il devait se prolonger au-delà du printemps, aurait des conséquences incroyablement graves. Les mesures prises ces jours-ci par le gouvernement anglais n'en sont qu'un avant-goût.

2. LE COUTEAU SUR LA GORGE

Si tout le monde commente amplement les implications économiques et sociales de l'embargo arabe pour l'Europe, un silence embarrassé entoure les aspects politiques de ce rationnement. Que fera l'Europe face à la dépression et le chômage qui s'annoncent ? Elle renforcera ses liens internes, fort bien. Mais encore ? La capitulation et la condamnation d'Israël selon l'exemple japonais, ce serait une piteuse façon de lancer l'union politique de l'Europe, avec un arrière-goût de Munich. Le recours aux armes n'est plus de ce temps pour l'Europe démocratique, d'autant plus que les Etats-Unis ont, eux, assez de pétrole...

L'offre de liens économiques plus étroits — sous forme d'association au Marché commun par exemple — apparaît comme la seule issue. Après tout, les Arabes n'ont pas inventé la guerre économique. Comme tous les pays en voie de développement, ils ont aussi dû jusqu'à maintenant supporter les conséquences de pressions économiques. C'est donc leur « droit » de jouer ce jeu. Encore faut-il savoir ne pas aller trop loin. Dans un récent éditorial d'« El Ahram », Heikal, l'émence grise du président égyptien Sadate, insistait bien sur l'importance pour le monde arabe de ne pas s'aliéner l'Europe.

3. MENTIR LE DIMANCHE

Face aux diminutions des livraisons de pétrole du Moyen-Orient, la plupart des pays européens imposent des restrictions à la consommation, notamment l'interdiction de rouler le dimanche. Sauf la France et l'Espagne. Pour faire croire au bon peuple que la politique d'hier est payante :

la manipulation des « Mirages » pour la France, et la non-reconnaissance d'Israël par le régime fasciste-antisémite de Franco.

En fait, tout le monde est à la même enseigne en Europe. Parce que la distribution du pétrole est assurée par les grandes compagnies pétrolières qui ne peuvent pas — pratiquement et contractuellement — favoriser qui que ce soit. A une réduction de 20 % sur la quantité totale de pétrole disponible correspond une réduction proportionnellement identique pour chaque pays. Mais les bateaux-citernes ont maintenant changé de cap, la France reçoit du brut arabe et les Pays-Bas du brut nigérien ou vénézuélien ! Cette solidarité de fait pourrait changer si les livraisons arabes devaient encore diminuer. D'où l'importance d'une entente politique à ce sujet dans le cadre du Marché commun.

4. LA BENZINE AU PRIX DU VIN

L'augmentation actuelle du prix des produits pétroliers résulte bien plus de la forte demande que de l'accroissement (par un facteur de presque dix) du prix du pétrole brut.

Les prix des produits raffinés, tels que benzine et huiles de chauffage, baisseront-ils lorsque l'embargo arabe sera levé et que l'offre rattrapera la demande ? « Non », selon toute vraisemblance, parce que le prix du pétrole brut continuera, lui, d'augmenter.

Les pays producteurs prennent maintenant conscience de l'énorme flexibilité du prix du pétrole. Si le prix de la benzine atteignait le prix du vin au litre, les carburants pétroliers pourraient effectivement être remplacés par d'autres agents énergétiques : gaz liquide, hydrogène, traction électrique, etc. L'avenir du pétrole n'en souffrirait pas pour autant, car l'or noir continuera d'avoir un potentiel immense comme matière première pour la fabrication des plastiques, textiles et médicaments. Au vu des marges de bénéfices pratiquées par l'industrie pharmaceutique, le prix de la barrique de brut peut encore allégrement augmenter !

Une diminution de la production de pétrole assurerait la disponibilité à long terme d'une matière première essentielle à la fabrication d'une multitude de produits. C'est manifestement absurde d'utiliser le pétrole comme source d'énergie et de le laisser ainsi s'envoler en fumée.

5. L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

L'augmentation du prix des produits pétroliers a un impact direct sur le budget de chacun, et, par le biais de l'indice des prix à la consommation, sur l'économie en général.

Le Conseil fédéral se propose de publier dorénavant deux indices, l'un « normal », l'autre modifié par l'exclusion des produits pétroliers. Ce dernier indice ne correspond qu'à une pondération arbitraire, ne reposant sur aucune réalité, et ne pouvant en tout cas pas servir de base à l'indexation des salaires (voir en page 1 notre éditorial).

Que l'on considère simplement l'importance du poste « chauffage » dans les budgets modestes ! Une importance qui croît au fur et à mesure que le revenu est plus faible : il est donc inconcevable de l'éliminer du calcul de l'indice.

Autre incidence non négligeable de la hausse des produits pétroliers : l'évolution inévitable des dépenses pour les carburants. Peu chers jusqu'ici, ceux-ci vont rejeter, dans leur coût croissant, l'extrême mobilité de notre monde mécanisé au rang de luxe superflu.

6. CES AUTRES FORMES D'ÉNERGIE

Les milieux écologiques déplorent souvent avec indignation que si peu d'efforts aient été consacrés à la mise au point de nouvelles formes d'énergie : solaire, géothermique, hydrogène, fusion nucléaire, etc.

A ces manques, une explication simple : comment justifier jusqu'à présent des investissements pour la recherche et le développement de formes d'énergies coûtant deux, trois, cinq fois plus cher que cet or noir coulant à flot ?

Là réside peut-être l'aspect le plus positif de la

crise actuelle de l'énergie. Des travaux vont être intensifiés sur ces formes d'énergie, propres à diversifier et à renforcer la base énergétique de l'économie, tout en contribuant en même temps à la protection de l'environnement. Dans cette perspective, un effort gigantesque — de l'ordre de dix milliards de dollars — prend corps aux Etats-Unis. Ce n'est pourtant que la moitié du coût du programme Apollo... Le chantage arabe met l'impératif d'une diversification énergétique au premier plan.

7. TALON D'ACHILLE HELVÉTIQUE : LE CHAUFFAGE

En Suisse, la presque totalité des bâtiments sont chauffés au mazout. D'où une vulnérabilité extrême aux incertitudes du marché pétrolier. Par ailleurs, la combustion du mazout et l'émission des gaz de combustion au niveau des toits constitue la source principale de pollution de l'air.

Pour pallier ces inconvénients, le Conseil fédéral envisage deux mesures qui méritent une grande attention ; premièrement, la mise sur pied du chauffage urbain, deuxièmement, la production combinée, à base nucléaire, d'électricité et de chauffage.

Le chauffage urbain existe depuis fort longtemps,

y compris en Suisse (Bâle, Berne). Plusieurs quartiers ou une ville entière sont, selon ce système, ravitaillés en eau chaude à partir d'une grande centrale. Les avantages : une pollution moindre, une plus grande facilité de reconversion à d'autres combustibles. L'inconvénient principal : la mise sur pied d'un réseau de distribution prend beaucoup de temps.

Dans cette optique, on attend avec intérêt la publication prochaine par l'Office fédéral de l'économie énergétique d'une étude globale sur le chauffage urbain, étude qui devrait permettre aux autorités communales d'aller de l'avant.

Ultérieurement, un réseau existant de chauffage urbain pourrait être raccordé à une centrale nucléaire produisant électricité et chaleur de chauffage. C'est dans cette perspective que la Suisse va participer activement avec l'Allemagne, à la mise au point d'un nouveau type de centrale nucléaire (réacteur à haute température et turbine à gaz), génératrice d'électricité principalement, et dont les rejets de chaleur serviraient au chauffage urbain, au lieu d'être rejetés sans autre dans l'environnement.

Les événements récents ne font que confirmer l'importance de ces initiatives fédérales.

B. P.

GENEVE

Un dernier cadeau à la Swissair

Au chapitre des grands travaux, le moment des restrictions est venu. Alors que le plan 1972 prévoyait 258 millions de dépenses en 1974, le poste diminuait de 32 millions l'année suivante, pour atteindre finalement 176,7 millions dans le projet de 1974.

La baisse est d'importance ; et, pour l'essentiel, ce sont les écoles, l'Université et les hôpitaux qui en font les frais. Un établissement pour déficients

mentaux tombant sous le couperet de l'austérité, il semblait difficile de conserver, au titre des constructions indispensables, le bâtiment prévu pour la réception des avions gros porteurs à Cointrin. Et pourtant ! Si l'on a abandonné les déficients mentaux à leur sort, il existe heureusement une providence pour les « Jumbo Jets » : la Swissair avancera l'argent nécessaire (8 millions) et l'Etat, grâce au conseiller d'Etat sortant de charge Ruffieux, le lui remboursera en une dizaine d'années. A prélever sur le budget ordinaire de l'aéroport.

Ce qui évite de plus le recours au crédit extraordinaire, donc le risque de référendum.

Il suffisait d'y penser.